

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La France compte parmi les pays européens avec les taux les plus élevés de désaccord du public en ce qui concerne l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'Union européenne. Sur quoi repose ce désaccord et à quel point la question de l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est-elle importante pour les habitants de la France ? Utilisant une combinaison de données d'enquête de 2020 représentatives de la population française adulte, ainsi que des groupes de discussion approfondie avec des électeurs français, le présent rapport fournit un aperçu exhaustif sur les points de vue des Français sur la question de savoir si les pays des Balkans occidentaux devraient ou non rejoindre l'UE. Les résultats sont importants pour les décideurs politiques et les acteurs de la société civile. Nos conclusions les plus importantes sont les suivantes :

1. La majorité des habitants de la France s'opposent à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE, mais pour la plupart d'entre eux, il ne s'agit pas là d'un problème essentiel et les attitudes ne sont pas affichées avec fermeté.

La majorité des répondants ont indiqué qu'il serait plutôt négatif ou très négatif que l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie rejoignent l'UE, près de 60 % d'entre eux étant opposés à cette idée. Néanmoins, moins d'un tiers d'entre eux ont affirmé que l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE affecterait beaucoup leur vie ou du moins quelque peu, et presque la moitié des répondants avaient un avis différent sur la question selon qu'ils étaient interrogés sur la région en général ou sur des pays en particulier. Ceci montre que la

plupart des Français accordent peu d'importance à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux et n'ont pas d'avis arrêté sur la question.

Les attitudes face à l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux reflètent plus une opinion générale sur l'UE que des stéréotypes ou des inquiétudes propres à des pays en particulier des Balkans occidentaux.

Parmi les répondants à l'enquête, ceux qui désapprouvaient l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE tendaient à avoir une opinion bien plus négative sur l'Union que ceux qui approuvaient l'élargissement de l'UE à cette région. Un « opposant » sur deux avait une image assez ou très négative de l'UE. En revanche, presque deux tiers des « partisans » affirmaient qu'ils avaient une image très ou assez positive de l'UE. Ceci suggère que pour beaucoup de Français, les avis sur la question de savoir si les Balkans occidentaux devraient rejoindre l'UE reflètent leur opinion sur l'UE en général.

2. Les « partisans » et les « opposants » partagent certaines inquiétudes concernant l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, mais ils parviennent à des conclusions différentes en ce qui concerne la capacité de l'UE à faire face à ces problèmes.

Fondamentalement, les personnes favorables à l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE pensent que l'UE peut affronter les difficultés suscitées par l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux, notamment celles d'ordre économique, alors que les répondants qui s'y opposaient se montraient moins optimistes à cet égard. Ces

constatations soutiennent davantage encore la conclusion selon laquelle les avis sur l'élargissement de l'UE dans les Balkans occidentaux reflètent l'opinion que les citoyens se font de l'UE, de sa capacité à intégrer de nouveaux États membres et des conséquences de cet élargissement pour la France.

3. Le gouvernement français devrait garder à l'esprit le fait que, pour la plupart de ses citoyens, l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux ne constitue pas une question importante.

Au vu de la faible importance de la question pour les électeurs français, il semble peu probable qu'une poursuite du processus d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux puisse avoir un impact significatif sur la politique interne française en général, et sur le processus électoral, en particulier. Les inquiétudes quant à la possibilité que le gouvernement français soit pénalisé par l'électorat pour avoir fait avancer l'élargissement ne trouvent pas de fondement dans cette recherche. Cela ne signifie pas que les décideurs politiques ne devraient pas faire preuve de vigilance face au désenchantement sur la question. Pour de nombreuses personnes en France, l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est associé à des

préoccupations concernant la cohésion européenne, ainsi qu'à des sentiments de méfiance à l'égard de l'UE et de manque de contrôle.

4. La communication concernant l'élargissement aux Balkans occidentaux doit rassurer ceux qui nourrissent des inquiétudes latentes et répondre aux préoccupations générales des électeurs français.

Si l'on ne répond pas aux préoccupations plus larges des citoyens concernant la cohésion européenne et l'avenir de l'UE, un nouvel élargissement de l'UE pourrait exacerber encore le mécontentement des Français envers l'UE. Sur le long terme, la meilleure voie à suivre consisterait ainsi à renforcer la confiance des citoyens envers l'UE, ses institutions ainsi que ses règles et procédures, et à garantir que la communication sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux ne favorise pas une attitude négative concernant la cohésion européenne parmi les électeurs français. À l'heure de songer aux Balkans occidentaux, des arguments abstraits risquent fort peu d'affecter l'opinion des citoyens, alors que l'encouragement des expériences personnelles (comme les possibilités de tourisme) présente un certain potentiel positif.